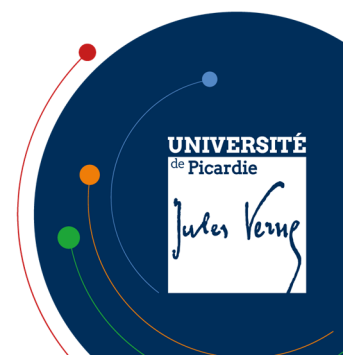




COMPTE-RENDU DU CONSEIL DE GESTION UFR DES SCIENCES

Mardi 8 novembre 2022

Université de Picardie Jules Verne
UFR des Sciences
33 rue Saint Leu
80039 Amiens cedex 1
cecile.poiret@u-picardie.fr
Tél : 03 22 82 75 20



Le Conseil de Gestion de l'UFR des Sciences s'est réuni le mardi 8 novembre 2022 à 9h00 sous la présidence de Françoise GILLET, Directrice de l'UFR des Sciences, en présence de :

Madame Gaëlle ALLART
Monsieur Antony BEAUJEAN
Monsieur Jérôme BOSCHE
Madame Sophie BOUTON
Monsieur Jean-Noël CHOTARD
Monsieur Alain COURNIER
Monsieur Loïc DUPONT
Monsieur Vincent DEMAILLY
Madame Claude GUERY
Madame Annie GUILLER
Monsieur Jérémy HORDE
Madame Da HUO
Madame Djemaa KACHI
Madame Sofia KARA-MOSTEFA
Monsieur Dominique LAZURE
Madame Virginie LAMBERTYN
Monsieur Raynald LESIEUR
Madame Karine SORLIN
Madame Mélanie SEREE
Madame Isabelle WALLET

Avaient donné procuration :

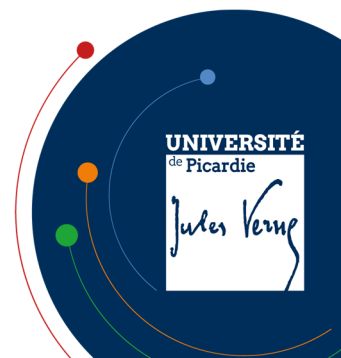
Madame Halima AHIDOUCH à Madame Sophie BOUTON
Madame Laure BRISOUX DEVENDEVILLE à Monsieur Dominique LAZURE
Monsieur Mohammed GUEDDA à Madame Djemaa KACHI
Monsieur Pascal VASSEUR à Monsieur Jérôme BOSCHE
Madame Manuella VAN PRAET à Monsieur Raynald LESIEUR

Assistaient également à la réunion :

Monsieur Stéphane CHARVET
Monsieur Frédéric COLLET
Madame Isabelle DHENNIN
Monsieur Vincent MOREAU
Madame Cécile POIRET
Monsieur Radu STANCU

L'ordre du jour est le suivant :

1. Point informations
2. Approbation des comptes rendus de CG du 15/09 et 18/10/2022
3. Budget prévisionnel 2023
4. Parcoursup : capacités et critères généraux d'appréciation d'examen des vœux licences 2023/2024
5. Trouvermonmaster : capacités d'accueil et modalités de recrutement masters 2023/2024
6. Questions diverses



La Directrice ouvre la séance en informant les élus de la suppression de l'approbation du compte-rendu de CG du 18/10/2023 (point 2) et des capacités d'accueil et modalités de recrutement masters 2023/2024 (point 5).

Madame GILLET fait ensuite appel aux questions diverses.

Madame GUERY informe les élus, suite à un entretien avec la gouvernance, que la motion portant sur les TP des ATER a bien été reçue par la gouvernance. Cette motion n'a pas été traitée à ce jour.

Monsieur LAZURE souhaite évoquer le monitorat mis en place en licence par les étudiants de l'AESA, et indique qu'une information erronée est diffusée aux étudiants.

1. Point informations

* Départ de Séverine BOQUET, service de scolarité licences, effectif au 15 novembre 2022. Le recrutement est en cours

* Recensement des besoins en postes BIATSS 2023 remonté à la DRH :

- Contractuel catégorie B – BAP J : demande de transfert du mi-temps actuellement affecté à la Coordination sur des missions de scolarité, suite au départ de Vanessa HUE, gestionnaire CELCAT.
- Publications concours :
 - 1 catégorie B - BAP B : technicien au département chimie
 - 2 catégorie C – BAP J : secrétaires de scolarité au service de scolarité licences
 - 1 catégorie C – BAP C : adjoint technique au département physique
- Création d'un mi-temps adjoint technique selon le profil de poste existant du mi-temps INSPE

* Refonte du site internet de l'UPJV en cours. La volonté est de différencier la communication externe et interne. Sur le site n'apparaîtra que la communication externe.

* Save the date :

- 29/11/2022 : prochain conseil de gestion
- 08/12/2022 : élections professionnelles par voie électronique permettant d'élire les représentants de l'ensemble des personnels au sein des instances suivantes : CSA (anciennement CT et CHSCT), CAPA/CAPN, CPE et CCP
- 24/01/2023 : élections partielles du conseil de gestion pour compléter les sièges vacants des collèges BIATSS et étudiants

2. Approbation des comptes rendus de CG du 15/09 et 18/10/2022

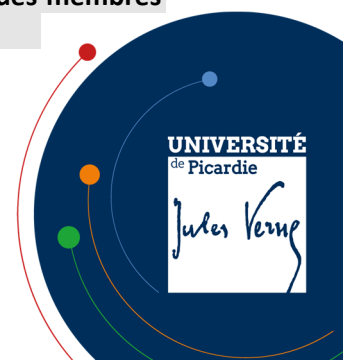
Madame GILLET présente le compte rendu du conseil de gestion du 15 septembre 2022.

Monsieur COURNIER précise qu'il était présent lors de ce conseil.

Madame GILLET soumet ce point au vote.

Ne prend pas part au vote :	0
Abstention :	0
Contre :	0

Le compte-rendu de conseil de gestion du 15 septembre 2022 est adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.



Le compte-rendu du 18/10/2023 est reporté au prochain conseil.

3. Budget prévisionnel 2023

Madame GILLET rappelle que le montage du budget initial a évolué cette année. Sophie LEVEQUE, directrice des finances a rencontré la direction et les directeurs de département pour exposer la nouvelle méthode. Le budget prévisionnel que devra faire remonter l'UFR s'appuiera sur les besoins et non plus sur les recettes comme les années précédentes.

La gouvernance a envoyé une pré-notification concernant le fonctionnement et l'investissement correspondant à l'exécuté en 2021. Toute demande supplémentaire devra être justifiée (ouverture d'une nouvelle formation, mise en place LCeR...).

La base de cette notification n'est pas à l'image d'une année de fonctionnement normal, les enseignements dispensés en 2021 étant pour grande partie en hybride dû au COVID.

Les directeurs de département avec l'aide de Nacira SAKHRI et Cécile POIRET ont fait remonter leurs besoins sans tenir compte des enveloppes recettes. Toutefois, la saisie sur l'ENT faite en fin de semaine dernière obligeait à dissocier les différentes enveloppes : formation initiale (FI), formation continue (FC), formation apprentissage (FA).

De plus, la veille de ce conseil, un mail du cabinet du président annonçait le report du vote du budget au sein des conseils de gestion des composantes en raison de nombreuses incertitudes pesant encore dans l'élaboration du budget initial 2023, tant en dépenses qu'en recettes. La principale d'entre elles porte sur les fluides :

- en recette : les annonces ministérielles sur le soutien qui sera apporté aux universités ne sont pas déclinées en modalités concrètes permettant d'évaluer leur impact ;
 - en dépense : les prévisions doivent être stabilisées selon les informations de la direction des achats de l'Etat.
- Les notifications seront communiquées le 2 décembre aux composantes et services. C'est pourquoi, la présentation et le vote du budget de l'UFR des Sciences seront présentés au conseil de gestion au mois de décembre.

Madame POIRET présente les besoins en fonctionnement, investissement remontés par les départements ainsi que la masse salariale basée sur le réalisé 2022 de l'année universitaire 2021/2022, et sur le prévisionnel 2022 de l'année universitaire 2022/2023.

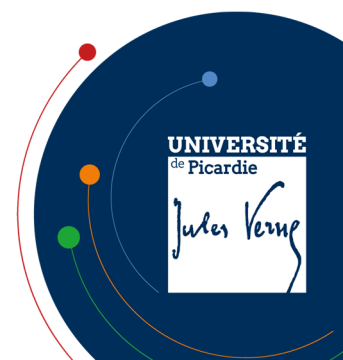
Les directeurs de département ont remonté leurs besoins sans tenir compte des enveloppes des recettes (FI-FC-FA) pour respecter la consigne de la DIFI. Or la saisie obligeant à identifier les enveloppes, un travail a été fait pour répartir ces besoins en tenant compte des montants remontés par les départements et la répartition faite sur le budget initial 2022.

Madame POIRET présente les recettes prévisionnelles sur ressources propres pour un montant de 2 502 403 € :

- Taxe d'apprentissage (TA) : la collecte réalisée en 2022 a été répercutée sur le prévisionnel 2023, soit 44 000 euros sur 3 départements et l'administration ;
- Formation continue/contrats de professionnalisation (FC) : 240 670 € ;
- Formation apprentissage (FA) : 2 212 733 € déduction faite des frais de gestion du CFA Formasup (forfait de 300 € par contrat + 70 € par contrat si option estivale prise) ;
- Subventions dans le cadre du concours régional Faites de la Science pour un total de 5000 €.

Les recettes FC et FA ont été renseignées par la SFCU sur la base des contrats signés à la mi-octobre. Tout contrat signé au-delà fera l'objet d'une régularisation lors du budget rectificatif 2023.

Madame POIRET présente ensuite la répartition globale des dépenses prévisionnelles basée sur les besoins remontés par l'ensemble des départements et de l'administration :



- Fonctionnement : le prévisionnel est estimé à 739 905 €. La pré-notification transmise par la DIFI, basée sur l'exécuté 2021 prévoit 471 7997 €. Le budget dépassant cette enveloppe a été justifié lors du dialogue stratégique de gestion.
- Investissement : le prévisionnel est estimé à 939 836 €. L'enveloppe attribué dans la pré-notification s'élève à 710 228 €.
- Masse salariale destinée aux rémunérations accessoires des enseignants titulaires, des intervenants extérieurs, et du REH : le prévisionnel des besoins pour la composante est estimé à 845 161 € prévoyant les nouveaux projets 2023 (LCeR, ouverture à l'apprentissage d'un parcours de la licence SVT, ouverture de la LP zones humides et mares...). L'enveloppe attribuée par l'établissement n'a pas été renseignée à ce jour.

Madame DHENNIN indique que cette répartition par enveloppe n'a pas été discutée avec les directeurs de département.

Madame POIRET répond que cette répartition a dû se faire dans l'urgence la semaine précédente puisqu'initialement non prévue dans la nouvelle procédure de montage du budget, mais propose de reporter le vote pour présenter cette répartition aux directeurs de département.

Monsieur BEAUJEAN fait remarquer que les équipes pédagogiques se mobilisent pour monter des formations en alternance permettant de développer les ressources propres. En retour, l'UFR se voit diminuer sa notification, le coût horaire des TP et la rémunération des suivis alternants.

Monsieur COLLET précise que la direction a fait la même remarque lors du dialogue stratégique de gestion avec la gouvernance. Le risque est de créer une lassitude des enseignants qui se donnent la peine d'aller chercher des contrats. Le nombre de contrats risque de baisser dans les années à venir.

Madame GILLET ajoute qu'il faut tenir compte de l'augmentation des fluides et du point d'indice à ce jour non compensé par Bercy. L'UPJV doit compenser ces dépenses supplémentaires.

Monsieur LAZURE demande à quoi correspond la masse salariale sur la ligne Pilotage.

Madame POIRET répond que ce montant correspond aux enseignements non finançables sur les ressources propres (RP), soit les enseignements d'anglais en licence, les formations mathématiques ne générant pas de RP, et le REH dotation établissement.

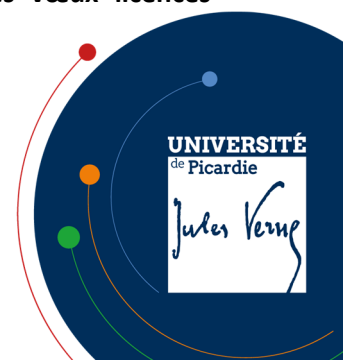
Monsieur BOSCHE indique que les recettes non consommées par la composante devraient être prises en compte lors de l'arbitrage de la campagne d'emplois.

Madame GILLET propose de reporter le vote du budget début décembre, après réception de la notification. Les directeurs de département recevront le document présenté aux élus et pourront faire remonter d'éventuelles modifications sur la répartition des enveloppes.

Monsieur LAZURE demande à obtenir les justificatifs des besoins remontés par les directeurs de département pour éclairer le jugement des élus avant le vote du budget prévisionnel 2023 lors du prochain conseil.

Madame GILLET répond par l'affirmative.

4. **Parcoursup : capacités et critères généraux d'appréciation d'examen des vœux licences 2023/2024**



Monsieur CHARVET présente les conclusions du groupe de travail Formations Licences réuni le 7 novembre 2022 pour définir les capacités d'accueil et les attendus 2023 des premières années de licences.

L'essentiel des attendus a été maintenu, sauf pour la licence mathématiques. Les commissions ont été réactualisées dans certaines formations.

Monsieur CHARVET présente le constat fait sur les licences avec option santé, en se basant sur le retour d'expérience des trois dernières rentrées. Seuls les étudiants des mentions SVT et SPS ont une chance de rentrer en L2 santé après une L1 accès santé de l'UFR. Les étudiants de la première promotion ayant réussi la L2 santé sont essentiellement des étudiants PASS ou PACES.

La proposition 2023/2024 est d'ouvrir uniquement les LAS dans les mentions SPS et SVT. Les effectifs ont été répartis sur ces deux mentions (170 places).

La capacité maximale des L1 reste à 900 étudiants.

Le bilan de l'année 2022 montre un effectif de 604 étudiants néo-entrants arrivés sur les 900 places. Les 1072 inscrits administratifs incluent 400 étudiants redoublants. Les néo-entrants (néo-bacheliers + réorientés à l'UFR) diminuent mais les redoublants augmentent.

Madame GILLET informe de la mise en place au niveau national de l'observatoire des prérequis en mathématiques pour suivre des formations d'enseignement supérieur.

Madame SORLIN alerte sur le message transmis par les professeurs principaux déconseillant l'option mathématiques aux élèves parce que la prise en compte de cette option en contrôle continu diminue la moyenne. De ce fait, cette option devrait être indiquée dans les attendus.

Monsieur CHARVET présente les statistiques remontées à la CDUS l'année passée et présentées lors d'un précédent conseil, représentant la réussite des étudiants en L1 en fonction des prérequis suivis vis-à-vis de Parcoursup. Ces données démontrent que lorsqu'il y a deux spécialités cohérentes avec la mention suivie, les chances de réussite sont plus élevées. Lorsqu'il n'y a aucune spécialité de terminale en cohérence avec la mention suivie, même avec un dispositif de remédiation mis en place, il n'y a aucune réussite.

Madame GILLET soumet les capacités d'accueil, attendus et commissions d'examen des vœux des licences 1^{ère} année pour Parcoursup au vote.

Ne prend pas part au vote :	0
Abstention :	2
Contre :	0

Les capacités et attendus Parcoursup sont adoptés à l'unanimité des membres présents ou représentés.

5. Trouvermonmaster : capacités d'accueil et modalités de recrutement masters 2023/2024

Ce point est reporté au prochain conseil de gestion.

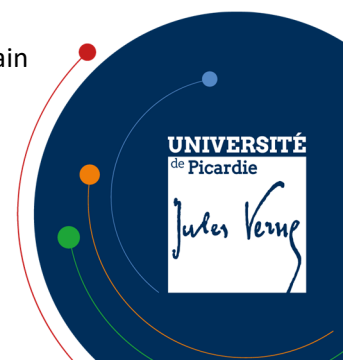
6. Questions diverses

Madame GILLET revient sur les questions diverses du conseil du 18 octobre 2022.

* La direction a sollicité les VP CFVU pour venir à l'UFR présenter le PIA4 et DEMOES. La date n'est pas encore arrêtée.

* Le référent entrepreneuriat par composante n'existe plus.

* Les référents égalité femme/homme présenteront leur bilan d'activités lors du prochain conseil.



Monsieur LAZURE souhaite évoquer le monitorat mis en place en licence par les étudiants de l'AESA, et indique qu'une information erronée est diffusée aux étudiants. Il dénonce l'uberisation du métier d'enseignant par des étudiants de L2. Il refuse le monitorat sur son unité d'enseignement depuis deux ans. Or ce monitorat est toujours actif.

Madame BOUTON indique qu'il est possible de refuser la mise en place de ce monitorat en début d'année.

Madame CHARVET ajoute que les étudiants de l'AESA prennent l'attache des responsables d'année en début d'année qui ensuite font le lien avec les équipes pédagogiques pour avoir leur aval. Il semble y avoir un dysfonctionnement au département informatique. Dans les autres départements, le message passe bien par le responsable d'année.

Monsieur LAZURE précise qu'il a été directement contacté par le moniteur.

Madame POIRET précise qu'il faut se rapprocher du responsable d'année pour l'informer de son refus.

Madame KARA-MOSTEFA confirme que les référents monitorat de l'AESA prennent contact avec le responsable d'année pour transmettre la liste des étudiants volontaires et obtenir un retour (validation ou refus). Une fois validé, les moniteurs prennent l'attache des responsables d'UE pour valider les contenus.

Monsieur CHARVET ajoute que les dispositifs de remédiation évoluent. Jusqu'à cette année le PRREL était piloté et financé par la Région. A partir de cette année, la Région pilote toujours ce dispositif mais le financement vient du fonds social européen. Les critères européens sont plus contraignants. Les bénéficiaires du monitorat doivent être boursiers, et titulaires d'un baccalauréat non général ou général sans mention. Un groupe ne peut se tenir que s'il y a entre 10 et 19 bénéficiaires remplissant les critères mentionnés ci-dessus. Ce groupe peut être transformé en tutorat s'il comporte entre 5 et 10 bénéficiaires. Les séances préparées par les étudiants de l'AESA ne sont pas financées si ces critères ne sont pas respectés.

Avant, le PRREL finançait des séances de soutien assurées par les enseignants de la L1 à la L3. Ce n'est plus le cas cette année. Uniquement pour la première année et avec les mêmes critères cités ci-dessus.

D'autre part, le financement PRREL prévus les années précédentes pour les entretiens de début d'année faits par les directeurs des études est terminé.

Monsieur CHOTARD indique que les séances de soutien n'ont pas grand succès.

Monsieur CHARVET ajoute que 450 UC affectées sur la loi ORE d'année en année depuis 2019 devraient être assurées, et permettrait de financer le monitorat ainsi que les entretiens des directeurs d'études. La direction attend une confirmation de ce financement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

